

TPS. C'est absolument faux! Et le ministre d'État (Finances) (M. Loiselle) est allé dire dans sa circonscription que l'espèce d'interrogation que pouvait avoir le Mouvement Desjardins l'été dernier s'est estompée parce qu'on a clarifié le fait que les transactions qui se feront entre chacune des caisses, il y en a des milliers au Québec, ne seront pas taxées et que par conséquent il est faux de continuer à répéter comme le fait M. Edmonston que le Mouvement Desjardins paiera 20 millions de plus par année à cause de la TPS.

Alors, je m'excuse, madame la Présidente, peut-être que je m'emporte, mais je veux démontrer combien l'opposition est de mauvaise foi ou ignorante dans ce dossier.

Pour terminer, j'aimerais simplement apporter deux façons de réagir face à la TPS. Il y a la Fédération canadienne des entreprises indépendantes, dont certains dirigeants ont déclaré la guerre à la TPS. Ils ont mis sur pied ce qu'on appelle le télémarketing, c'est-à-dire qu'il y a quelqu'un qui a enregistré une cassette et qui fait que cette cassette marche presque jour et nuit et actuellement on est inondé d'appels par une voix anonyme qui dit: «Appelez donc votre député, c'est mauvais la TPS!»

J'aime beaucoup mieux le témoignage de la Fédération canadienne des municipalités qui, dans son dernier bulletin, nous dit: «Nous avons commencé des tractations avec le ministère des Finances, qui ont donné d'excellents résultats. Nous avons une approche positive». Tout cela pour dire, madame la Présidente, et je termine là-dessus, que le projet que nous avons m'apparaît excellent. C'est une réforme qui est souhaitée et le premier ministre (M. Mulroney) n'avait pas peur de dire il y a quelque temps: «Nous savons que les changements proposés ne sont pas populaires, mais qu'ils s'imposent pour le mieux-être du Canada. Nous voulons transformer notre économie de façon constructive, la rendre plus concurrentielle et nous sommes prêts à poser des gestes impopulaires, sachant que l'intérêt national commande ce geste de leadership».

Alors, madame la Présidente, je termine donc là-dessus. C'est actuellement la tempête, mais comme l'écrivait fort bien un editorialiste dans le journal *L'Actualité*, c'est la tempête avant le calme, comme cela s'est fait dans une cinquantaine de pays. Donnons une chance à cette réforme fiscale d'entrer en opération et je pense que tous les Canadiens verront que le ciel ne leur tombera pas sur la tête, mais qu'au contraire, ils auront maintenant une compétitivité accrue et une taxe qui sera beaucoup plus productive et qui va contribuer à la qualité de vie de tous les Canadiens, y compris nos honorables amis de l'opposition.

Initiatives ministérielles

La présidente suppléante (Mme Duplessis): L'honorable députée de Saanich—Les îles-du-Golfe a maintenant la parole.

• (1900)

[Traduction]

Mme Lynn Hunter (Saanich—les îles-du-Golfe): Monsieur le Président, j'interviens ce soir pour poursuivre le combat que nous menons à la Chambre des communes contre la TPS. L'opposition à la TPS s'est fait sentir dès qu'il a été question que le gouvernement propose une mesure de ce genre. Je me souviens d'avoir entendu, au cours des audiences du Comité des finances tenues en août dernier, les représentants de la Chambre de commerce du Canada s'opposer à la TPS. À l'époque, j'avais déclaré que la TPS donnait lieu à de nouvelles alliances pour le moins bizarres. Je voudrais signaler à la Chambre certaines de ces alliances qui sortent de l'ordinaire.

Depuis le mois d'août dernier, j'ai rencontré un grand nombre de mes électeurs: des particuliers, des exploitants de petites entreprises et de restaurants, des propriétaires de centres de villégiature de la péninsule de Saanich, de la région de Gordon Head et des îles-du-Golfe. J'ai également rencontré les représentants de la Chambre de commerce de Sidney et de l'île Salt Spring. Tous sans exception, s'opposent catégoriquement à la TPS. Des gens qui divergent habituellement d'opinion sur une multitude de sujets unissent leurs voix pour dénoncer la TPS. Cela rend ma tâche, en tant que députée, d'autant plus facile, que je n'aie qu'à exprimer leur opposition à cette mesure financière.

Les gens se sentent impuissants. Le gouvernement devrait tirer une leçon de ce qui s'est passé en Europe de l'Est où le peuple s'est soulevé exprimant ainsi son sentiment d'impuissance. Si nous croyons en notre régime politique, nous devons compter sur la confiance du peuple pour accomplir notre travail. Si nous imposons ce genre de législation nettement impopulaire, nous le faisons à nos risques et périls.

Depuis le mois d'août dernier, j'ai distribué de nombreuses pétitions un peu partout dans ma circonscription. Les propriétaires de petites entreprises ont accepté avec bonne grâce de les signer. Je voudrais lire, aux fins du compte rendu, la lettre du 24 septembre de Marlene Thompson, une de mes électrices et la propriétaire de Roy Imports:

Chère Lynn,

J'ai été heureuse de recevoir votre lettre et d'apprendre qu'il y a une personne à Ottawa qui comprend les problèmes auxquels doivent faire face les petits entrepreneurs comme nous, qui sont si nombreux à Sidney. Comme vous le savez, nos journées sont très occupées et l'argent ne nous tombe pas tout cuit dans le bec. Nous n'avons ni le temps d'administrer ou de percevoir d'autres taxes, ni l'argent